

Le Monde

097/0 18/069

L'espoir des « franquistes modérés »

De notre envoyé spécial

Madrid. — Les chefs de file des courants franquistes « modérés » espèrent que Juan Carlos se prononcera rapidement et clairement pour un régime libéral. Certains, plus jeunes, moins compromis ou plus ambitieux, ajoutent même « pour un système réellement démocratique... » Tous ont salué avec satisfaction ce qu'ils considèrent comme la première véritable initiative du prince : son voyage éclair à El-Aïoun auprès des troupes d'élite espagnoles, le 2 novembre. Ils attendent maintenant des décisions, des gestes concrets. « Il faut qu'il montre avec netteté la direction qu'il compte prendre... »

Ils jugent sa position actuelle de chef d'Etat par intérim difficile, délicate, ambiguë. « Aussi longtemps que Franco survivra, disent ces modérés, Juan Carlos n'a pas la possibilité de toucher aux institutions du régime ». Mais ils espèrent que Juan Carlos I^{er}, roi d'Espagne, saura faire le « signe » attendu.

« Faut de quoi, ajoutent-ils, il décevra gravement l'immense majorité du peuple espagnol qui souhaite le calme, la tranquillité, mais aussi le changement... »

En fait, Juan Carlos pourrait avoir, à court terme, une première occasion de se « découvrir », même dans l'hypothèse de la survie du Caudillo. En effet, le mandat de l'actuel président des Cortès, M. Rodriguez de Valcarcel, s'achève le 16 novembre prochain. C'est un poste-clé. Le président des Cortès, dont les pouvoirs de fait sont bien plus importants que ceux, par exemple, du président de l'Assemblée nationale française, est également de droit président du Conseil du royaume, dont le rôle sera capital dans les semaines qui suivront la disparition de Franco.

Chargé d'assister le chef de l'Etat, hier Franco, demain le nouveau roi, le Conseil doit lui soumettre la *terna* (une liste de trois personnalités membres des Cortès), pour les fonctions les plus hautes, en particulier celle de chef du gouvernement. Le roi choisit, parmi les trois noms suggérés, celui qui lui convient le mieux. La nomination doit être contresignée par le président du Conseil du royaume.

On imagine que ce cérémonial rigoureux permet les pressions de coulisses. Quand Franco n'imposait pas, il laissait entendre sur qui le « choix » devait se porter. En près de quarante années de règne, aucun personnalité n'a été désignée à un poste élevé sans l'approbation directe ou indirecte du Caudillo. Mais les rapports entre le roi et le Conseil du royaume, où les ultras sont en majorité, seront, du moins au début, nécessairement plus subtils.

MARCEL NIEDERGANG.

(Lire la suite page 3.)

(Suite de la première page.)

Théoriquement, le mandat de M. Rodriguez de Valcarcel, président des Cortès depuis six ans, peut être prorogé. Mais on le dit malade, fatigué, peu soucieux de s'imposer. Il est très lié à la droite du régime, mais ce n'est pas un « faucon ». Le « choix » de Juan Carlos, s'il est encore chef d'Etat par intérim ou déjà roi, sera un test important. Et déjà, les « modérés » rêvent : « Il pourrait, par exemple, nommer M. Pio Cabanillas, ancien ministre de l'information du gouvernement Arias Navarro, limogé en octobre 1974 sous la pression des ultras, qui le trouvaient trop libéral... »

Ils avancent aussi le nom de M. Torcuato Fernandez Miranda, ancien ministre du Mouvement : ce dernier a une réputation de phalangiste bon teint, mais les franquistes « modérés » corrigent ce tableau à leur avis trop caricatural. « Il est très intelligent et, surtout, il a été professeur de sciences politiques du prince, qui le tient en haute estime. »

Membres du conseil national du Mouvement ou des Cortès, hauts fonctionnaires, directeurs d'entreprises, ex-ambassadeurs ou anciens ministres, les « modérés » rejettent du même geste les hommes du « bunker », les « attardés du 13 juillet », comme les révolutionnaires d'extrême gauche, militants du FRAP ou de l'ETA, partisans de l'action directe, dont chacun prévoit qu'ils reprendront un jour l'offensive. Sur le rôle et la place futurs du parti communiste, ils sont divisés, circonspects, prudents. Ils savent qu'une véritable démocratie n'est pas imaginable « sans la légalisation du P.C.E. ». Mais ils paraissent persuadés que les chefs de l'armée ne toléreraient pas ce qu'ils appellent des « idéologies étrangères ».

De nombreux franquistes « modérés » sont membres du FEDISA (Fédération d'études indépendantes, SA), un groupe créé au départ pour participer au « jeu » des « associations politiques », proposé en 1974 par M. Arias Navarro. Les cartes étant trop biseautées — le conseil national du Mouvement a été chargé de contrôler les « associations » — FEDISA s'est constituée en société anonyme commerciale. Ce qui suscite la colère ironique des franquistes orthodoxes. Un avocat a demandé, mardi 4 novembre, à M. Solis Ruiz, actuel ministre du Mouvement, que FEDISA soit rayé du registre de la chambre de commerce.

L'un des principaux leaders de FEDISA est M. Manuel Fraga Iribarne, ancien ministre de l'information, actuel ambassadeur à

Londres. Autoritaire, impétueux, intelligent, disposant d'une capacité de travail peu commune, c'est un fonceur. A gauche, il est qualifié de « fasciste viscéral ». Il ne dissimule pas ses ambitions et vient de préciser qu'il ne rentrera pas à Madrid avant le 18 novembre. Il a fait connaître son programme politique — que ne renierait pas un social-démocrate — dans la presse espagnole. Franquiste de transition, aujourd'hui réformiste et « démocrate », M. Fraga Iribarne a des amitiés dans tous les secteurs, y compris dans le « bunker » et dans l'armée. Il a aussi des hommes à lui à des postes-clés de l'appareil d'Etat. Il a conclu une alliance avec le comte Motrico, ancien ambassadeur à Washington et à Paris, ancien conseiller privé de don Juan, ayant aussi ses entrées à la Zarzuela, l'un des politiciens espagnols les plus subtils. Un vrai libéral.

Le groupe Tacito, formé par des jeunes politiciens et technocrates issus du courant catholique traditionaliste, mais convertis, eux aussi, à la « démocratie à l'europpéenne », est très proche de FEDISA. Le groupe publie chaque semaine un éditorial signé Tacito dans le journal catholique Ya et dans plusieurs quotidiens de province. Les Tacito ont pris des positions en flèche et dénoncé depuis un an la « farce de la libéralisation promise par le gouvernement Arias Navarro ». Leur « homme » est l'ancien ministre de l'information M. Pio Cabanillas et l'une de leurs vedettes, M. Marcellino Oreja, l'ex-secrétaire d'Etat à l'information.

Représentants d'une nouvelle bourgeoisie d'affaires, résolument tournés vers l'Europe et lassés d'un régime « dépassés et archaïque », les « modérés » en rupture de franquisme sont une force politique et économique incontestable.

Leurs avis comptent et ils ne redoutent pas, comme les leaders de l'opposition démocratique, semi-tolérés ou carrément clandestins, les arrestations, les perquisitions ou les brimades. Ils sont pour le moment intouchables. Ils méprisent le « bunker ».

« Après Franco, dit un ancien ministre, les ultras du bunker n'auront presque plus de force. »

La famille du Caudillo ? Ils la balotent d'un geste. « Au lendemain de la disparition du généralissimo, le marquis de Villaverde n'aura plus aucun pouvoir. La famille a eu tout le temps de négocier titres, faveurs et compensations. Elle est riche et très liée au président Marcos des Philippines. Une grande partie de ses biens est déjà à l'abri là-bas ou en Suisse... »

Une amnistie générale

Les mesures concrètes que les « modérés » attendent de Juan Carlos pour lui renouveler leur confiance sont, le premier jour, un « induito », une amnistie générale excluant cependant sans doute les « délits de sang », les hommes coupables de meurtre de policiers ou de gardes civiles. « Mais M. Camacho, dirigeant des commissions ouvrières, doit coucher dans son lit le soir même de la proclamation de Juan Carlos, c'est évident et indispensable. C'est un minimum. »

Deuxième mesure : l'annulation du décret-loi antiterroriste du 27 août dernier qui a singulièrement renforcé les prérogatives des forces de l'ordre et réduit les droits des avocats et des journalistes. Troisième mesure : la nomination d'un nouveau gouvernement avec des hommes nouveaux. « Si M. Arias Navarro devait être reconduit comme chef du gouvernement, même pour période limitée, ce serait catastrophe pour l'opinion espagnole et pour l'étranger », affirme un « modéré » membre du conseil national du Mouvement.

Quatrième mesure : la mise en sommeil des « associations politiques ». « Une seule association, l'Union du peuple espagnol, qui représente pratiquement le régime, a été officialisée jusqu'à présent. Des dizaines d'autres groupes plus ou moins importants tentent de réunir le nombre de signatures nécessaire et d'être admis par le conseil national du Mouvement. C'est une plaisanterie. Une évolution démocratique ne peut pas se faire à partir des « associations » qui n'ont aucun prestige dans le pays. »

A moyen terme, les franquistes partisans du « changement » souhaitent la mise en chantier d'une révision de la Constitution afin de « l'adapter progressivement aux normes des démocraties occidentales ».

Le dernier éditorial de Tacito, censuré cette semaine par le gouvernement, va, il est vrai, encore plus loin. L'héritage politique de Franco implique, selon lui, une transformation radicale de l'équilibre du pouvoir.

Les « modérés » admettent cependant que l'obstacle majeur, celui dont ils ne discernent pas encore la manière de le tourner, ce sont les syndicats officiels. Leur optimisme et leur élan butent sur cette pierre d'achoppement : la lourde et puissante machinerie administrative du syndicalisme vertical. Mais les obstacles sont déjà si nombreux sur le parcours qu'ils ont tout le temps d'y réfléchir.